

La Chine trace sa route (de la soie) au Pakistan

Emmanuel Derville

27 août 2018

Le Point

Pékin entame des travaux pharaoniques pour faire du port de Gwadar une plaque tournante de son commerce mondial. Ancrage ou annexion ?

Ce n'est pour l'instant qu'une bourgade de pêcheurs assoupie, sans charme. Le port de Gwadar, qui donne sur la mer d'Arabie, ressemble à une cité abandonnée. Des nuées de petits bateaux de pêche recouvrent la baie, rare empreinte d'une activité économique. Soudain, tel un mirage, jaillit l'hôtel Pearl Continental au sommet d'une colline dominant un port en eaux profondes flambant neuf. Six grues trônent sur un quai de 600 mètres de longueur, où s'affairent quelques ouvriers occupés sur leur chantier ; un centre d'affaires a été inauguré au début de l'année ; un hôtel à l'architecture d'inspiration vaguement moghole est en construction.

« C'est une nouvelle naissance que nous préparons là », clame Dostain Khan Djamaldini, le directeur du port. Visage rond, moustache et cheveux grisonnants, cet homme jovial ne tarit pas d'éloges sur le potentiel de cette zone dès qu'elle sera reliée à la Chine et aux réserves d'hydrocarbures d'Asie centrale. Posté sur le toit de l'immeuble qui abrite son bureau, le directeur se met à rêver à voix haute : « D'ici à cinq ans, la rade sera remplie de navires chargés de fret qui sera expédié vers le parc industriel. Et dans cette zone franche, là-bas, nous accueillerons entre 1 500 et 2 000 usines. » A l'entendre, les travaux avancent bien. « La zone franche vient d'être raccordée au réseau d'eau et d'électricité. Nous avons loué des parcelles de terrain à deux entreprises chinoises et trois sociétés pakistanaises qui vont bientôt construire leur usine. » Dostain Djamaldini l'assure : « Tout devrait être terminé dans dix-huit mois. L'une assemblera des motocyclettes électriques, une autre fabriquera de l'huile alimentaire, une troisième produira des tubes en acier, le tout pour l'exportation. »

Plan Marshall. Gwadar a beau n'abriter que 263 000 âmes, la Chine y a déjà investi 500 millions de dollars. Ce port est l'un des volets de l'initiative chinoise annoncée par Xi Jinping en 2013, visant à ressusciter les routes de la Soie entre l'Asie et l'Europe. C'est surtout le fer de lance du corridor économique sino-pakistanaï, le CPEC. Les entreprises publiques chinoises ont investi 62 milliards de dollars dans le pays pour édifier des centrales électriques et solaires, bâtir et élargir des autoroutes, poser un réseau de fibre optique ou encore rénover des voies de chemin de fer. Les effets de ce plan Marshall, qui représente un cinquième du PIB pakistanaï (estimé à 278 milliards de dollars par la Banque mondiale), commencent à se faire sentir. En moins de cinq ans, pas moins de 6 700 mégawatts ont été ajoutés à la capacité électrique du Pakistan. La croissance est passée de 3,7 % en 2013 à 5,3 % en 2017, selon la Banque asiatique de développement, qui table sur 5,6 % cette année. Le CPEC dope le secteur du BTP ainsi que la consommation des ménages.

Pékin poursuit deux objectifs. D'une part, désenclaver ses provinces de l'Ouest en les connectant à l'Afrique et au golfe Persique via le Pakistan et le port de Gwadar. De l'autre, redresser ce pays de 210 millions d'habitants pour l'empêcher de sombrer dans la misère et l'extrémisme religieux. Un politologue chinois, qui souhaite rester anonyme, y voit aussi une dimension plus personnelle de la part du président Xi : « Le CPEC et les nouvelles routes de la Soie sont portés par Xi Jinping, qui s'en sert pour asseoir sa légitimité et laisser une trace dans l'Histoire. » Côté pakistanaï, le CPEC revêt aussi une dimension émotionnelle et stratégique. Depuis 2008, le pays a basculé dans une guerre civile opposant l'armée aux talibans. Les investisseurs ont fui et la plupart ne sont toujours pas revenus. Ainsi, les grands travaux réalisés par les groupes chinois offrent l'occasion de relancer l'économie et de tourner la page du terrorisme. Alliance. L'ex-Premier ministre pakistanaï Nawaz Sharif (de face) et l'ancien ambassadeur chinois Sun Weidong (lunettes) inaugurent une nouvelle route commerciale au port de Gwadar, le 12 novembre 2016.

L'Inde rivale. C'est aussi pour Islamabad une opportunité de combler le retard par rapport au rival indien. Les militaires pakistanais sont convaincus que New Delhi n'a jamais accepté la partition du sous-continent indien, après le départ des Britanniques, qui a débouché sur la création du Pakistan, en 1947. Pour l'armée, il est vital d'empêcher ce voisin de devenir la puissance dominante en Asie du Sud, ce qui exige une économie prospère, capable de financer la modernisation de l'outil militaire.

Cet objectif passe désormais par une alliance avec la Chine plutôt qu'avec les Etats-Unis. Le raid des Navy Seals qui ont tué Oussama ben Laden à Abbottabad, en 2011, sans prévenir les autorités d'Islamabad, a marqué une rupture dans la relation pakistano-américaine. Washington s'est aussi rapproché de l'Inde en concluant notamment avec elle un accord de coopération nucléaire civil en 2008, puis un accord logistique en 2016, qui permet à l'US Navy de se ravitailler et de séjourner dans les ports indiens. L'Amérique est devenue le deuxième fournisseur d'armement de New Delhi entre 2013 et 2017, d'après l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm. Et l'arrivée d'un nouveau locataire à la Maison-Blanche n'a rien arrangé. « Regardez l'administration Trump : Nikki Haley, l'ambassadrice à l'Onu est d'origine indienne. L'ambassadeur en Inde est d'origine indienne. Le lobby indien influence la politique étrangère américaine », confiait, il y a quelques mois, le général Ghafoor, porte-parole de l'armée pakistanaise.

Scepticisme. Reste que, depuis le lancement du CPEC, les critiques fusent dans le pays. « Tout cela doit s'étaler jusqu'en 2030 et va bien plus loin que la construction de routes et de centrales électriques, souligne Khurram Husain, journaliste économique au quotidien pakistanais Dawn. Les autorités évoquent l'aménagement de zones économiques spéciales un peu partout. Une source chinoise m'a indiqué que les chantiers actuels n'étaient que les premières notes d'une grande symphonie. Hélas, c'est à peu près tout ce que l'on sait. » A Islamabad, l'ambassade chinoise dédaigne toute interview. « Les diplomates ne parlent qu'à de hauts responsables gouvernementaux. Impossible pour le moindre chercheur de discuter avec eux », confie une ancienne fonctionnaire qui a travaillé sur le CPEC au ministère pakistanais de la Planification.

Le flou est tout aussi important en ce qui concerne le financement du mégaprojet. « Les chantiers seraient en partie financés par des prêts de banques chinoises. Comment sont-ils garantis et combien coûteront-ils ? Et que se passera-t-il si le Pakistan ne paie pas ? » s'interroge l'économiste Akbar Zaidi, qui craint de voir son pays perdre sa souveraineté si un tel scénario se concrétise. En Chine aussi, le scepticisme est de mise. « Les milieux académiques et des responsables du Parti communiste doutent de la viabilité économique du CPEC, affirme le politologue chinois précité. Transporter des marchandises de l'ouest de la Chine jusqu'à Gwadar, sur 3 000 kilomètres de route, à travers une chaîne de montagnes qui culmine à 4 600 mètres d'altitude, risque de coûter cher. » « Quand on avance cet argument, on nous rétorque que le projet est stratégique. Avec Gwadar, notre marine est censée disposer d'un point de ravitaillement sur la mer d'Arabie, non loin du détroit d'Ormuz. Mais dépenser 62 milliards de dollars pour une base de ravitaillement n'a guère de sens », poursuit-il.

500 millions de dollars C'est le montant que la Chine a investi dans le port de Gwadar.

20 000 à 30 000 C'est le nombre de ressortissants chinois qui seraient installés au Pakistan.

Agacement. Au Pakistan, le manque de transparence du projet agite d'autant plus l'opinion que les nuages s'accumulent sur l'économie, notamment en raison du CPEC. En sept ans, les importations chinoises ont presque quadruplé, pour culminer à 14 milliards de dollars sur l'année fiscale 2016-2017. Elles concernent l'achat de machines-outils, de ciment et d'acier, selon une note de la Banque centrale parue l'an dernier. De quoi peser sur les réserves de change du pays, qui ne couvrent plus que deux mois d'importation.

Cette situation agace les milieux d'affaires, qui ont toutes les peines du monde à pénétrer le marché chinois. Le Pakistan ne parvient à y exporter que pour 1,5 milliard de dollars par an. « Le problème vient du traité de libre-échange signé en 2006, détaille Ehsan Malik, président du **Pakistan Business Council**, principal syndicat patronal. Les droits de douane que doivent payer nos entreprises sont plus élevés que

ceux imposés aux pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, en particulier pour le riz et l'habillement. » Pis, le Pakistan exporte surtout vers la Chine des matières premières, en particulier du coton. Or « ce coton sert à fabriquer des vêtements qui concurrencent nos produits sur les marchés américains et européens », poursuit Ehsan Malik, qui nuance les retombées économiques du CPEC : « Sur les chantiers des centrales électriques, la plupart des matériaux et des salariés arrivent de Chine. Notre industrie lourde et notre main-d'oeuvre n'en tirent aucun bénéfice. »

De 20 000 à 30 000 ressortissants chinois seraient installés au Pakistan, affirment les autorités. Impossible de passer dans un grand hôtel d'Islamabad ou de Karachi sans apercevoir ces petits groupes d'expatriés. Dans la capitale, restaurants et épiceries chinoises prolifèrent. Sur le marché de Djinnah, une échoppe regorge d'aliments importés de Chine : viande sèche, nouilles et même du porc en conserve, viande pourtant interdite dans cette république islamique. La gérante, chinoise, ne parle ni ourdou ni anglais, mais affirme dans un globish poussif travailler au Pakistan depuis huit ans. « Les affaires marchent ! » lâche-t-elle avec un large sourire. Protocole. Le président chinois, Xi Jinping, et son homologue pakistanais, Mamnoon Hussain, au lancement du GPEC, le 20 avril 2015. Contraste. Des pêcheurs, à Gwadar. Leurs bateaux côtoieront bientôt d'innombrables navires chargés de fret. Avenir. La nouvelle école élémentaire, offerte par la Chine à la ville de Gwadar, dont le port est devenu le nouveau moteur économique du Pakistan. Tensions. Des Ouïghours de la province du Xinjiang. La répression de cette communauté musulmane de l'ouest de la Chine émeut le Pakistan frontalier.

Ouïghours. Cette présence chinoise au quotidien, additionnée à l'opacité du CPEC, braque les projecteurs du pays sur la Chine, en particulier sur la façon dont les musulmans y sont traités. Ce sujet est sensible au Pakistan, où l'islam est la base de l'identité nationale. Ainsi, la répression des Ouïghours, communauté turcophone et musulmane de l'ouest de la Chine, émeut la société pakistanaise. Le 2 mars, l'assemblée de la province du Gilgit-Baltistan (nord) a voté une résolution pour la libération d'une cinquantaine de femmes ouïghoures emprisonnées en Chine et mariées à des Pakistanais. Dans la plupart des cas, ces derniers sont de petits entrepreneurs qui travaillent dans l'import-export et qui ont longtemps vécu dans la province chinoise du Xinjiang, frontalière du Pakistan.

Shafqat Ali, 39 ans, est l'un d'eux. Il s'est installé en 2000 à Urumqi, capitale du Xinjiang, où il a ouvert une entreprise de transport. Il a épousé une Chinoise en 2008. « Pendant huit ans, nous avons mené une vie tranquille, jusqu'au 15 novembre 2016, raconte-t-il. Ce matin-là, j'étais au travail quand j'ai reçu un coup de fil paniqué de ma belle-mère. Mon épouse venait d'être arrêtée. J'ai contacté l'administration, qui m'a répondu qu'elle avait été interpellée pour suivre des cours de droit ! » Sept mois durant, le mari quémande un droit de visite. En vain. « En mai 2017, on a refusé de renouveler mon visa », poursuit Shafqat Ali, qui a été contraint de rentrer au Pakistan, sans ses deux enfants, issus de son mariage. Leurs passeports ayant été confisqués, ils sont restés en Chine, de l'autre côté de la frontière.

Mouvement anti-Chine. « Je ne sais toujours pas où est ma femme, et je suis sans nouvelle de ma fille de 10 ans et de mon fils de 4 ans, s'alarme-t-il. J'avais laissé mes enfants à ma belle-mère. Or, depuis décembre 2017, je ne peux plus l'appeler : son numéro n'est plus valable. » Shafqat a remué ciel et terre, mais ni son ambassade à Pékin, ni le ministère pakistanais des Affaires étrangères, ni la représentation chinoise à Islamabad n'ont daigné lui répondre. L'armée pakistanaise, qui a la haute main sur la politique étrangère du pays, n'a pas été plus diserte. « Je ne suis pas le seul dans cette situation, mais personne ne veut nous aider. »

Les médias et les réseaux sociaux se sont toutefois saisis de l'affaire. Sur Facebook, un mouvement anti-Chine, suivi par 3 000 personnes, n'a pas hésité à caricaturer Xi Jinping en vampire prêt à massacrer 20 millions de Ouïghours. Pressé de questions, le porte-parole du ministère pakistanais des Affaires étrangères a promis de se renseigner. « Dès que nous aurons des nouvelles, nous le ferons savoir », répète-t-il encore aujourd'hui. Début mai, lors d'un point presse au ministère, un journaliste pakistanais s'est étonné du manque de cohérence de son gouvernement : « Le Pakistan critique les violations des droits de

l'homme au Cachemire indien, mais ne dit rien des souffrances infligées aux musulmans du Xinjiang », s'est-il indigné. Réponse du porte-parole : « C'est de la propagande. » Soixante-deux milliards de dollars valent bien un silence !

De notre envoyé spécial au Pakistan, Emmanuel Derville